



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-95096>

Département(s) de publication : **20B**

Annonce n° **24-95096**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : SIS 2B

Forme juridique de l'acheteur : Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : PROJET LARGO ACQUISITION ET DEVELOPPEMENT D'UN DRONE POUR DES MISSIONS DE SECURITE CIVILE

Description : 1.1. Contexte - Objet du marché Les études portant sur les conséquences induites par le changement climatique indiquent clairement que la Corse sera touchée par un accroissement des phénomènes météorologiques. Les services de secours risquent alors d'être confrontés à une recrudescence d'interventions dites aujourd'hui exceptionnelles qui devraient se généraliser dans les prochaines décennies. Considérant cette nouvelle donne, le service d'incendie et de secours de Haute-Corse souhaite mener un projet d'innovation permettant de développer de nouveaux moyens d'action afin de répondre à certains des nouveaux défis opérationnels de demain. Nous pensons que les drones seraient susceptibles de répondre à certaines de ces nouvelles problématiques et nous souhaitons concevoir, développer et mettre en oeuvre des aéronefs à forte capacité d'emport (plusieurs centaines de kilos). L'objectif affiché étant que ces drones puissent mener à terme des missions d'appui qui jusqu'à présent nécessitaient l'utilisation d'un hélicoptère, Le but n'étant pas de se passer de ce vecteur aérien essentiel, mais au contraire, de réserver son utilisation à des missions plus nobles (traitement des départs de feu, dépose de personnels, protection des points sensibles, sauvetages...). Aussi, la présente consultation concerne un partenariat d'innovation au sens de l'article L.2172-3 du code de la commande publique, comportant successivement des prestations de recherches, de développement ainsi que l'acquisition ultérieure d'un drone qui puisse, outre la réalisation des missions classiques dévolues au drone (retransmission d'image dans les spectre visible et infra rouge, surveillance, détection de points chauds, ...), emporter à terme une charge utile 350 kg pendant 20 mn de vol. Cette solution définit ci-dessus n'est à l'heure actuelle pas disponibles sur le marché. A ce stade du projet, le maître d'ouvrage a établi un cahier des charges, qui sera communiqué ultérieurement aux opérateurs économiques admis à déposer une offre, qui

identifie : - les exigences minimums en termes d'architecture générale du drone et de performances ; - les contraintes fonctionnelles et opérationnelles à prendre en compte. 1.2. Présentation générale Le maître d'ouvrage souhaite disposer d'un drone qui pourra, à terme, mener des missions lors d'inondations, d'épisodes tempétueux (vent, neige, ...), de feux de forêt ainsi que des opérations d'appui et de secours en mer. Les principales utilisations de ce vecteur se feront dans les domaines suivants : - Transport, largage et dépose de matériel de secours sur terre et en mer, - Transport et largage de bag sur rupture de digue, - Largage de produits dispersés lors de pollution en mer, - Transport de paniers aérotransportables pour l'exécution d'établissement de grande longueur, - Largage d'eau sur points chauds, - Elongation des réseaux radios, - Retransmission d'images dans le spectre visible et infra rouge, - Marquage de points chauds, - Détection de personnes sur grandes étendues, - Transport et dépose de matériel sur terre et en mer. Suivant les évolutions de la réglementation, il n'est pas inimaginable que ce type de vecteur soit susceptible de déposer des personnels sur de courtes distances, ou de pratiquer certains sauvetages. L'enjeu est de démontrer que cette solution est opérationnelle et viable et pourrait permettre à terme l'extraction de personnes soumises à un péril imminent

Identifiant de la procédure : 90d4fd5d-2ef6-40ee-a979-cc3a55f850a1

Identifiant interne : 2024-S006

Type de procédure : Négociée avec publication préalable d'un appel à la concurrence / concurrentielle avec négociation

La procédure est accélérée : non

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 73300000 Conception et exécution dans le domaine de la recherche et du développement

Nomenclature supplémentaire (cpv): 73300000 Conception et exécution dans le domaine de la recherche et du développement

2.1.4 Informations générales

Informations complémentaires : Les candidatures sont analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants : 1. Capacités professionnelles évaluées pour 50 % au regard des références significatives telles que listées ci-dessous : - Liste des produits commercialisés, en cours de commercialisation et prototypes au cours des 3 dernières années, en indiquant le montant, la date et le lieu d'exécution des prestations ; - Liste des prestations exécutées au cours des 3 dernières années, en indiquant le montant, la date et le lieu d'exécution des prestations ; - Liste des principaux services fournis au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ; - Parmi ces listes, le candidat présente plus précisément des références significatives et les plus représentatives ou illustratrices pour les besoins de la présente consultation, dans les domaines de la recherche et du développement. Nota : L'absence de références relatives à l'exécution de marchés de même nature ne peut justifier à elle seule l'élimination d'un candidat. 2. Capacités techniques (40 %) Renseignements et/ou documents permettant d'apprécier les capacités techniques : Moyens humains : - Note d'organisation du candidat, décrivant les compétences de chaque intervenant, incluant un tableau nominatif de répartition des tâches et responsabilités à chaque phase du projet ; - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement ; - Indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise responsables de prestations de même nature que

celles du marché ; - Indication des noms et des qualifications professionnelles pertinentes des personnes physiques qui seront chargées de l'exécution du marché, conformément à l'article R. 2142-13 du code de la commande publique ; - Les certificats de qualification dans le domaine et autres spécialités susceptibles d'être mises à profit pour le projet, étant précisé que le Pouvoir adjudicateur accepte tout moyen de preuve et notamment les certificats provenant d'organismes établis dans d'autres Etats membres. Il est rappelé que le candidat doit clairement identifier, dans son dossier de candidature, les compétences de chacun des intervenants. Conformément aux dispositions de l'article L. 2171-7 du code de la commande publique, le candidat doit identifier nominativement l'équipe chargée de la conception du drone et du suivi de sa réalisation. Il doit également identifier nominativement le spécialiste en charge des équipements batteries ou équivalent ainsi que l'équipe en charge des prestations d'exploitation - maintenance. Moyens Matériels : Le candidat doit fournir la liste des machines et des outils indispensables à l'exécution du marché. L'entreprise qui ne dispose pas, au moment de la consultation, des outils nécessaires devra acquérir ou louer le matériel adéquates si le marché lui est attribué. Elle doit démontrer comment elle sera en mesure de s'en doter le moment venu. 3. Garanties économiques et financières (10 %) Garanties économiques et financières Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché portant sur les 3 derniers exercices disponibles. Le chiffre d'affaires exigible des candidats doit être proportionné à l'enjeu et limité à deux fois le montant estimé du marché (au-delà de ce seuil, l'exception devra être dûment justifiée) ; Tout soumissionnaire peut demander que soient prises en compte les capacités financières d'autres opérateurs (ex : cotraitant, sous-traitant...), dès lors qu'elle peut apporter la preuve qu'elle en disposera Eventuellement montant cumulé des chiffres d'affaires globaux des membres du groupement. Durée globale du contrat : Le contrat est conclu pour une durée de 48 mois à compter de l'ordre de service de démarrage

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux : « Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, ne doit pas entrer dans l'un des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le code de la commande publique.

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0000

Titre : PROJET LARGO ACQUISITION ET DEVELOPPEMENT D'UN DRONE POUR DES MISSIONS DE SECURITE CIVILE

Description : 1.1. Contexte - Objet du marché Les études portant sur les conséquences induites par le changement climatique indiquent clairement que la Corse sera touchée par un accroissement des phénomènes météorologiques. Les services de secours risquent alors d'être confrontés à une recrudescence d'interventions dites aujourd'hui exceptionnelles qui devraient se généraliser dans les prochaines décennies. Considérant cette nouvelle donne, le service d'incendie et de secours de Haute-Corse souhaite mener un projet d'innovation permettant de développer de nouveaux moyens d'action afin de répondre à certains des nouveaux défis opérationnels de demain. Nous pensons que les drones seraient susceptibles de répondre à certaines de ces nouvelles problématiques et nous souhaitons concevoir, développer et mettre en oeuvre des aéronefs à forte capacité d'emport (plusieurs centaines de kilos). L'objectif affiché étant que ces drones puissent mener à terme des missions d'appui qui jusqu'à présent

nécessitaient l'utilisation d'un hélicoptère, Le but n'étant pas de se passer de ce vecteur aérien essentiel, mais au contraire, de réserver son utilisation à des missions plus nobles (traitement des départs de feu, dépose de personnels, protection des points sensibles, sauvetages...). Aussi, la présente consultation concerne un partenariat d'innovation au sens de l'article L.2172-3 du code de la commande publique, comportant successivement des prestations de recherches, de développement ainsi que l'acquisition ultérieure d'un drone qui puisse, outre la réalisation des missions classiques dévolues au drone (retransmission d'image dans le spectre visible et infra rouge, surveillance, détection de points chauds, ...), emporter à terme une charge utile 350 kg pendant 20 mn de vol. Cette solution définit ci-dessus n'est à l'heure actuelle pas disponibles sur le marché. A ce stade du projet, le maître d'ouvrage a établi un cahier des charges, qui sera communiqué ultérieurement aux opérateurs économiques admis à déposer une offre, qui identifie : - les exigences minimums en termes d'architecture générale du drone et de performances ; - les contraintes fonctionnelles et opérationnelles à prendre en compte.

1.2. Présentation généraleLe maître d'ouvrage souhaite disposer d'un drone qui pourra, à terme, mener des missions lors d'inondations, d'épisodes tempétueux (vent, neige, ...), de feux de forêt ainsi que des opérations d'appui et de secours en mer. Les principales utilisations de ce vecteur se feront dans les domaines suivants : - Transport, largage et dépose de matériel de secours sur terre et en mer, - Transport et largage de bag sur rupture de digue, - Largage de produits dispersés lors de pollution en mer, - Transport de paniers aérotransportables pour l'exécution d'établissement de grande longueur, - Largage d'eau sur points chauds, - Elongation des réseaux radios, - Retransmission d'images dans le spectre visible et infra rouge, - Marquage de points chauds, - Détection de personnes sur grandes étendues, - Transport et dépose de matériel sur terre et en mer. Suivant les évolutions de la réglementation, il n'est pas inimaginable que ce type de vecteur soit susceptible de déposer des personnels sur de courtes distances, ou de pratiquer certains sauvetages. L'enjeu est de démontrer que cette solution est opérationnelle et viable et pourrait permettre à terme l'extraction de personnes soumises à un péril imminent

Identifiant interne : S-PF-1513816

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 73300000 Conception et exécution dans le domaine de la recherche et du développement

Nomenclature supplémentaire (cpv): 73300000 Conception et exécution dans le domaine de la recherche et du développement

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 0

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés : Exigence dans l'offre

Projet de passation de marché financé en totalité ou en partie par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

5.1.7 Marché public stratégique

Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale : Autre

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Description : - Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté - Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire. - Formulaire Dc1, Lettre de candidature _ Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) - Formulaire Dc2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) - Document prouvant que le candidat dispose d'une autorisation spécifique ou est membre d'une organisation spécifique pour pouvoir fournir dans son pays d'origine le service concerné. Attestation délivrée par la Dgfip certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales, Attestation délivrée par l'Urssaf ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise, Extrait K, extrait Kbis, extrait D1 ou tout document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion, Copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire, Déclaration individuelle du candidat ou du membre du groupement (Dc2 disponible sur le site du ministère de l'Economie et des Finances), Document unique de marché européen au format .xml remis de manière dématérialisée lors du dépôt de pli sur le profil acheteur, Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (Dc1 disponible sur le site du ministère de l'Economie et des Finances) Voir Règlement de consultation

Utilisation de ce critère : Utilisé

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles. Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles Voir Règlement de consultation

Utilisation de ce critère : Utilisé

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Description : - Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la

compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat - Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature. - Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique - Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché. - S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. Voir Règlement de consultation

Utilisation de ce critère : Utilisé

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure

Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes :

La procédure se déroulera en plusieurs étapes. À chaque étape, certains participants peuvent être éliminés

5.1.10 Critères d'attribution

Justification de l'absence d'indication de la pondération des critères d'attribution : Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché.

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles :
français

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.info/mpiaaws/index.cfm?fuseaction=dematEnt.login&type=DCE&IDM=1513816>

Canal de communication ad hoc :

Nom : AW Solutions

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de la procédure :

Date d'envoi estimée des invitations à soumissionner : 07/10/2024

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requisite

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.info/mpiaaws/index.cfm?fuseaction=demat.termes&IDM=1513816>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Autorisée

Date limite de réception des offres : 17/09/2024 à 10:00

Date limite de validité de l'offre : 6 Mois

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Conditions relatives à l'exécution du contrat : Voir Règlement de consultation

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Pas d'accord-cadre

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Bastia

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : SIS 2B

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Bastia

TED eSender : Avenue-Web Systèmes

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Avenue-Web Systèmes

Numéro d'enregistrement : 443928874

Ville : Seyssinet-Pariset

Code postal : 38170

Pays : France

Adresse électronique : publications-joue@aws-france.com

Téléphone : +33480041260

Rôles de cette organisation :

TED eSender

8.1 ORG-0002

Nom officiel : SIS 2B

Numéro d'enregistrement : 28200002500027

Adresse postale : Sis 2b lieu-dit Casetta

Ville : Furiani

Code postal : 20600

Pays : France

Point de contact : VANNI Hyacinthe

Adresse électronique : service.marche@sis2b.corsica

Téléphone : 0495309801

Profil de l'acheteur : <https://www.marches-publics.info/>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

8.1 ORG-0003

Nom officiel : SIS 2B

Numéro d'enregistrement : 1766958

Adresse postale : Sis 2b

Ville : Furiani

Code postal : 20600

Pays : France

Point de contact : Monsieur Hyacinthe Vanni, Président du CASIS2B

Adresse électronique : service.marche@sis2b.corsica

Téléphone : 0495309801

Rôles de cette organisation :

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

8.1 ORG-0004

Nom officiel : Tribunal administratif de Bastia

Numéro d'enregistrement : 1740029

Adresse postale : Villa Montépiano

Ville : Bastia

Code postal : 20407

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-bastia@juradm.fr

Téléphone : 0495328866

Télécopieur : 0495323855

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

8.1 ORG-0005

Nom officiel : Tribunal administratif de Bastia

Numéro d'enregistrement : 1744033

Adresse postale : Villa Montépiano

Ville : Bastia

Code postal : 20407

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-bastia@juradm.fr

Téléphone : 0495328866

Télécopieur : 0495323855

Rôles de cette organisation :

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : cc38b0d9-276a-4e87-aa7c-2f83b064b112 - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 14/08/2024 à 15:11

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 14/08/2024